



CHAPITRE 73

CHAPTER 73

Loi modifiant la charte de la Commission métropolitaine de Montréal concernant la création d'un fonds de pension pour ses fonctionnaires et employés permanents

An Act to amend the charter of the Montreal Metropolitan Commission respecting the creation of a pension fund for its permanent officers and employees

[Sanctionnée le 7 mars 1951]

[Assented to, the 7th of March, 1951]

Préambule.

ATTENDU que la Commission Métropolitaine de Montréal, constituée par la loi 11 George V, chapitre 140, des Statuts de Québec a, par sa pétition, représenté :

Que depuis son origine, la Commission a à son emploi des fonctionnaires et employés permanents ;

Attendu qu'il est juste que ces fonctionnaires et employés puissent bénéficier d'un fonds de pension ou caisse de retraite ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Fonds de pension.

1. La Commission Métropolitaine de Montréal est par la présente loi autorisée à créer et établir à même son fonds d'administration pour ses fonctionnaires et employés permanents un fonds de pension ou de retraite aux conditions et stipulations qu'elle peut déterminer.

Contribution.

La Commission peut aussi, sujet à l'approbation préalable du surintendant des assurances de la province, obliger lesdits fonctionnaires et employés permanents à contribuer à ce fonds de pension ou de retraite à même leur salaire, dans la proportion qu'elle juge à propos de fixer.

WHEREAS the Montreal Metropolitan Commission, incorporated by the act 11 George V, chapter 140, of the Statutes of Quebec, has, by its petition, represented :

That ever since its origin, the Commission has had permanent officers and employees in its employ ;

Whereas it is equitable that such officers and employees be enabled to benefit by a pension or superannuation fund ;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

Preamble.

1. The Montreal Metropolitan Commission is hereby authorized to create and establish out of its administration fund, for its permanent officers and employees, a pension or superannuation fund upon such conditions and subject to such stipulations as it may determine.

The Commission may also, subject to the prior approval of the Superintendent of Insurance of the Province, oblige the said permanent officers and employees to contribute to such pension or superannuation fund out of their salaries, in such proportion as it may deem expedient to fix.

Pension fund.

Contribution.

Rémuné-
ration an-
nuelle.

2. Nonobstant toute loi à ce contraire, la Commission Métropolitaine de Montréal, a le pouvoir de décréter que ses membres auront droit, à compter du 1er janvier 1951, à une rémunération annuelle n'excédant pas la somme de mille dollars.

2. Notwithstanding any law to the contrary, the Montreal Metropolitan Commission has the power to decree that its members shall be entitled, from the 1st of January, 1951, to an annual remuneration not exceeding the sum of one thousand dollars.

Indemni-
té addi-
tionnelle
au prési-
dent.

3. Nonobstant toute loi à ce contraire, la Commission Métropolitaine de Montréal est autorisée à accorder à son président, à compter du 1er janvier 1951, en sus de son indemnité comme membre, une indemnité additionnelle n'excédant pas quatre mille dollars par année.

3. Notwithstanding any law to the contrary, the Montreal Metropolitan Commission is authorized to grant to its president, from the 1st of January, 1951, in addition to his indemnity as member, an additional indemnity not exceeding four thousand dollars per year.

Frais.

4. Les frais encourus pour l'adoption de la présente loi seront payés par la Commission métropolitaine de Montréal à même ce fonds d'administration.

4. The expenses incurred for the passing of this act shall be paid by the Montreal Metropolitan Commission out of such administration fund.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.